



06 29 82 52 96

L'horreur au quotidien

Morts en mer

Le nombre de morts en mer, au large de Gibraltar ou de la Sicile grandit. Les pêcheurs italiens évitent maintenant les zones où leurs filets remontent des fragments de corps humains ou bien se déchirent

sur les embarcations coulées. Le 7 septembre, l'horreur monte d'un cran : 500 migrants se révoltent contre les passeurs qui voulaient les transborder en pleine mer sur un bateau plus petit. Les passeurs sabordent l'embarcation et provoquent le naufrage.

Dès que la nouvelle est connue, les médias se déchaînent contre les passeurs. Mais la responsabilité est ici-même : ce sont les gouvernants et les grandes entreprises qui pillent le sous-sol, volent les terres, appauvrissent les pays, diffusent la guerre et interdisent aux victimes le visa pour l'Europe..

Dans le reportage suivant, on écoute des interviews de pêcheurs italiens qui, jours après jours, sauvent en mer le plus possible de naufragés.



<http://www.rfi.fr/europe/20140908-frontiere-histoires-migrants-morts-mediterranee-migration-italie-pecheurs-mazara-del-vallo/>

A Tanger au Maroc : une tuerie anti-migrants

Dans la nuit du 29 Août 2014, des migrants subsahariens résidant à Tanger, sont attaqués à l'arme blanche. Charles Alphonse N'Dour, de nationalité sénégalaise, est poignardé. Les assaillants voulant s'emparer du corps, les compatriotes du défunt s'y opposent. L'un d'eux, Abdou Niang, est défenestré du deuxième étage.

Autre élément tragique, neuf autres blessés sénégalais ont été incarcérés au commissariat central de police pour avoir protesté contre le laxisme des forces de sécurité marocaines et leur intervention tardive.

Voir l'interview de Khadidja Ainani de l'Association Marocaine des Droits Humains

<http://www.jeunefrique.com/Article/ARTJAWEB20130730120646/>

Le vendredi 5 septembre dernier, une manifestation de protestation avait lieu devant l'Ambassade du Maroc. Le Collectif de Vitry y participait.

Menaces de mort 57 boulevard de Strasbourg à Paris

Le 22 mai, les salariés sans papiers d'un salon de coiffure se mettent en grève. Non déclarés, ne percevant qu'une partie de leur salaire, ils réussissent à obtenir des contrats et déposent des dossiers de régularisation. Mais le 8 juillet, le gérant se déclare en faillite. Depuis les salariés occupent avec la CGT et divers soutiens.

Des centaines de salariés connaissent ce sort dans les boutiques du quartier. L'Etat n'a jamais rien fait pour faire cesser cette surexploitation. Pire, avec la soi-disant faillite du salon de coiffure, la Préfecture refuse désormais de régulariser.

Fort de cette connivence de l'Etat, les mafias patronales du quartier menacent maintenant de mort « par décapitation » les salariés et les militants qui les soutiennent. Nous appelons tous ceux qui nous lisent à manifester leur soutien à ces salariés en lutte.

Hollande – Valls complice ??

Le gouvernement intervient pour faire baisser le coût du travail. Ici, il intervient pour donner 20 milliards au patron, puis 50 milliards. Et là, il intervient pour voler des allocations familiales ou voler les retraités en reportant la date de revalorisation des pensions.

Mais pour les horreurs décrites, il a une attitude constante : ne rien faire. Laisser mourir, quoi !

Il est vrai que cela va avec la logique de Frontex, la police anti-migration aux portes de l'Europe. Il s'agit de repousser le problème à la périphérie de l'Europe et de laisser agir le désert ou la mer.

Alors le gouvernement français ? Complice ? Pas seulement. Il organise.

Le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve s'oppose à la prolongation de « Mare Nostrum » une initiative du gouvernement italien pour secourir les naufragés.

Le laxisme de l'Etat marocain vis-à-vis des exactions racistes, est directement le résultat de sa collaboration avec les gouvernements européens à travers Frontex et vise à semer la terreur parmi les migrants à chaque étape de leur long voyage.

Le laxisme de l'Etat français vis-à-vis du petit patronat exploiteur des boutiques du boulevard de Strasbourg est cohérent avec sa volonté de faire baisser toujours plus les coûts du travail, quitte à tolérer les illégalités et à démolir l'Inspection du Travail pour empêcher les contrôles.

Alors, avec les travailleurs Sans-Papiers, pour mettre fin à ces horreurs, battons-nous pour la liberté de circulation et d'installation et pour la

Régularisation de tous les Sans-Papiers par la carte de 10 ans

Fermeture des centres de rétention. Dissolution de Frontex

Rassemblement vendredi 10 octobre à 17h00

devant la Préfecture de Créteil

Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry 94 (Union Nationale des Sans-Papiers)